

Traduit de l'hébreu

**COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX RABBINIQUES (MARIAGES ET DIVORCES),
LOI DE 5713 OU 1953¹**

Compétence en matière de mariages et divorces

1. Les mariages et divorces des citoyens juifs israéliens ou de ses résidents en Israël, seront soumis à la seule compétence des tribunaux rabbiniques.

Instruction des mariages et divorces

2. Les mariages et les divorces entre juifs en Israël, sont instruits selon les lois de la Thora.

Pouvoir supplémentaire en matière de divorce

3. Si une demande de divorce entre deux conjoints juifs est déposée devant une cour rabbinique, que la demande émane du mari ou de la femme, le Tribunal Rabbinique sera totalement compétent pour instruire le divorce et, y compris, de fixer la pension alimentaire de la femme et des enfants du couple.

Compétence en matière de pension

4. Si le Tribunal rabbinique, est saisi par une femme de religion juive qui souhaite obtenir une pension alimentaire de son ex mari ou des héritiers de son mari, hors procédure de divorce, le défendeur ne pourra faire valoir la non-compétence juridique du Tribunal Rabbinique dans cette affaire.

Compétence internationale en matière de divorce (décret de 2005)

- 4a. (a) Sans rien enlever des compétences juridiques des tribunaux rabbiniques comme dit précédemment dans l'article 1, les Tribunaux Rabbiniques auront autorité pour instruire les divorces entre conjoints juifs mariés selon la loi de la Thora, dès lors qu'une des conditions suivantes est réalisée :
 - (1) Le défendeur vit en Israël
 - (2) Les deux conjoints sont citoyens israéliens
 - (3) Le demandeur vit en Israël depuis au moins un an avant sa demande de divorce
 - (4) Le demandeur vit en Israël, pays dans lequel le couple avait son dernier domicile commun.
 - (5) Le demandeur est citoyen israélien et vit en Israël
 - (6) Le demandeur est citoyen israélien et a vécu une année entière en Israël au cours des dernières années qui précèdent sa demande de divorce
- b. (b) Si une demande de divorce est présentée devant une cour rabbinique dans le cadre

¹ Livre des Lois 134, loi du 4.9.1953, page 165
modifications : n° 1507 du 2.3.1995, page 140
Loi modifiée : n° 1924, du 9.2.2004, page 298
Loi modifiée : n° 2025, du 10.8.2005, page 945.

de l'article (a) :

- (1) Rien ne s'oppose à ce que le divorce civil du couple soit instruit par un tribunal civil qui se trouve hors des frontières de l'Etat d'Israël,
 - (2) Si une demande de divorce civil est présentée devant un tribunal civil à l'étranger avant que le Guet n'ait été remis à l'épouse, le Tribunal Rabbinique n'aura pas compétence pour instruire le dossier et intervenir dans la procédure civile.
- c. Si les deux conjoints juifs sont mariés selon la loi de la Thora et ont été divorcé civilement par un tribunal civil étranger, le tribunal rabbinique sera compétent pour instruire le divorce dit religieux ou de répondre favorablement à une demande de non opposition à un remariage religieux, même si le demandeur seulement est citoyen israélien.
- d. Un tribunal rabbinique aura une compétence exclusive pour instruire une demande de divorce de conjoints juifs mariés religieusement selon la loi de la Thora, si le demandeur est citoyen israélien vivant en Israël au moment du dépôt la demande et qu'à l'époque de leur dernier domicile commun, il n'a pas été possible de prononcer le divorce de quelque manière que ce soit.
- e. Rien dans cet article ne peut laisser supposer que les tribunaux rabbiniques seraient dotés de compétences juridiques pour tous les points liés au divorce.
- f. Par « vivre en Israël », dans cet article, on entend avoir en Israël son domicile habituel.

Procédures de divorce pour un défendeur vivant hors d'Israël (loi modifiée de 1995)

- 4b. Si une demande de divorce entrant dans le cadre décrit par l'article 4a est déposée contre un défendeur qui vit hors d'Israël et que le tribunal rabbinique juge que toutes les conditions de sa compétence juridique sont remplies conformément à cet article, les règles suivantes seront à observer :
- (1) Le tribunal rabbinique pourra instruire le dossier à la condition que la convocation envoyée au défendeur soit accompagnée d'une copie certifiée de la décision du tribunal jugeant de sa compétence juridique pour instruire le dossier.
 - (2) Si le Tribunal rabbinique rend un jugement en faveur du demandeur en l'absence du défendeur, le défendeur peut obtenir un réexamen du jugement qu'il pourra obtenir en déposant sa requête dans les délais prévus par les dispositions légales.
 - (3) Si le Tribunal rabbinique rend son jugement contre le défendeur et que ce dernier n'ait pas appliqué les décisions du tribunal, le tribunal aura pouvoir de faire intervenir les forces de l'ordre pour faire appliquer ses décisions. Cette disposition n'est pas valable si le jugement a été rendu en l'absence du défendeur au tribunal qui ne pourra employer les moyens mis à sa disposition par la loi (Applications des jugements de divorces, année 1995), qu'après que le demandeur aura fait parvenir au défendeur une copie certifiée du jugement et l'information selon laquelle le défendeur peut demander la révision du jugement selon les termes des dispositions légales.
 - (4) L'envoi de documents à l'étranger (hors d'Israël) dans ce cadre là, sera toujours accompagné d'une traduction certifiée dans la langue du pays dans lequel le défendeur réside.

Avis rabbinique lié au Guet ou à la non opposition au remariage religieux hors d'Israël (loi modifiée de 1995)

- 4c. Sans rien enlever du contenu de l'article 9, une ouverture s'est faite dans les tribunaux rabbiniques tendant à accepter de donner un avis halakhique en matière de Guet [libérant l'épouse] pour un couple qui n'est pas placé sous l'autorité exclusive du tribunal rabbinique lors de leur divorce et/ou de délivrer un certificat de non-opposition au remariage. Dans cette optique, le Président du Tribunal Rabbinique peut déléguer un ou plusieurs juges rabbiniques pour avis halakhique .

Compétence en matière de Halitsa²

5. Si une veuve saisit le Tribunal rabbinique pour qu'il la libère des liens du Lévirat, le dit tribunal aura toute compétence pour instruire ce cas, y compris de fixer la pension alimentaire de la femme dans l'intervalle de son veuvage jusqu'au jour de sa « libération ».

Coercition de l'époux pour qu'il donne le Guet et obligation pour la femme de l'accepter

6. Si un Tribunal rabbinique a rendu sa décision définitive d'obliger le mari à donner à sa femme le Guet ou la femme d'accepter son Guet, le tribunal de district pourra, après un délai de 60 jours courant à partir du jugement, conformément aux directives du conseiller juridique du gouvernement, ordonner l'arrêt du récalcitrant ou de la récalcitrante.

Coercition pour obliger à la Halitsa

7. Si le Tribunal rabbinique a rendu sa décision définitive consistant à obliger un individu à libérer sa belle sœur des liens du Lévirat³, le tribunal de district pourra, après un délai de 60 jours courant à partir du jugement, conformément aux directives du conseiller juridique du gouvernement, ordonner l'arrêt de l'individu récalcitrant.

Jugements définitifs

8. Pour les articles 6 et 7, on entend par jugement définitif, un jugement rendu sans appel.

Compétence accepté dans le cadre d'un consensus

9. Pour ce qui concerne le statut des juifs devant le Tribunal rabbinique pour des affaires d'héritage pour lesquelles ledit tribunal n'a pas compétence exclusive selon cette loi, la compétence sera acquise si les parties en litige donnent leur accord pour un tel

² Note du traducteur : Il s'agit de la cérémonie faite devant les membres du tribunal rabbinique qui libère une veuve sans enfants qui – fondamentalement – devrait épouser sans autre forme de procès, le frère de son mari défunt afin d'assurer un nom au frère mort sans laisser un nom. Se reporter au passage de la Bible situé dans le Deutéronome chapitre 25, versets 5 à 10 et voir aussi Ruth chapitre 4 en entier.

³ Voir notes.

arbitrage.

Force de loi

10. Une décision rendue par un tribunal rabbinique après la création de l'Etat d'Israël mais antérieure à l'adoption de cette loi, a force de loi, si ledit tribunal avait rendu à l'époque sa décision en présence des deux parties concernées, et que la décision de l'époque est conforme à celle qui aurait été rendue dans le cadre de l'actuelle législation.

Exécutif et amendements (loi de 2004)

11. Le Ministre de la Justice est responsable de l'application de ces dispositions et peut, avec l'accord du premier Président des Tribunaux Rabbiniques et celui de la commission des Lois de la Knesset, amender ces dispositions.

Itshak Ben Zvi
Président de l'Etat d'Israël⁴

Moshé Sharet⁵
Ministre des Affaires Etrangères
Délégué du premier ministre

Moshé Shapira
Ministre des Cultes

⁴ Note du traducteur : Président élu à la tête de l'état d'Israël en 1952.

⁵ Note du traducteur : Ministre de 1948 à 1956.

Traduit de l'hébreu

PROCEDURES D'ENREGISTREMENT DES MARIAGES ET DIVORCES⁶

Procédure à respecter pour l'enregistrement des mariages et divorces

Dénomination :

1. Cette procédure s'appelle « Procédure des mariages et divorces (enregistrement) ».

Explication

2. On entend par autorité, les intervenants qui auront à procéder à l'enregistrement des actes de mariage et de divorce. L'autorité sera l'officier d'état civil s'il s'agit d'un mariage civil, l'Imam pour ce qui concerne les mariages célébrés dans cette religion, le curé pour la religion catholique, le rabbin pour les mariages selon la loi d'Israël et le Cheikh de tribu pour les mariages des Druzes.

Enregistrement des mariages

3. L'autorité concernée enregistrera l'acte de mariage selon cet ordre, sur quatre exemplaires signée par elle et dûment tamponnée.
 - (a) nom, âge, profession, religion et domicile du mari et de la femme,
 - (b) nom, profession et domicile des époux
 - (c) nom et profession des témoins
 - (d) date et lieu du mariage

Que faire des copies du dossier :

4. Avec les 4 copies du dossier de mariage, l'autorité doit :
 - (a) en archiver une dans le registre des mariages
 - (b) en envoyer une au bureau du chef de district avec le rapport mensuel
 - (c) en donner une au mari et une à la femme qui auront à payer la somme de 100 centimes par document.

Enregistrement des divorces

⁶ Lois de l'Etat d'Israël, volume 2 page 876, page 903

5. Même procédure d'enregistrement que celle des mariages pour les points 3 et 4 mais pas nécessité de noter les détails de la ligne 3 (b)

Obtention d'un duplicata

6. Tout individu a le droit de recevoir un duplicata de son certificat de mariage ou de divorce en en faisant la demande auprès du chef de district. Il lui sera réclamé la somme de 50 centimes.

Infraction :

7. Est en infraction par rapport à la loi tout individu qui néglige de faire enregistrer son mariage ou son divorce. Les risques encourus sont prévus dans le code pénal à l'article 99

Je soussigné Aimé Atlan, Expert Traducteur Assermenté près la Cour d'Appel de Paris, certifie la traduction qui précède, fidèle au document PDF en hébreu. Enregistré dans mon répertoire sous le n°3001. Paris, le 05/11/2007.

No Varietur

חוק שיפוט בתי דין רבניים (נישואין וגירושין), התשי"ג-1953¹

שיפוט בעניני נישואין וגירושין

1. עניני נישואין וגירושין של יהודים בישראל אזרחי המדינה או תושביה יהיו בשיפוטם היחודי של בתי דין רבניים.

עריכת נישואין וגירושין

2. נישואין וגירושין של יהודים ייערכו בישראל על פי דין תורה.

שיפוט אגב גירושין

3. הוגשה לבית דין רבני תביעת גירושין בין יהודים, אם על ידי האשה ואם על ידי האיש, יהא לבית דין רבני שיפוט יחודי בכל ענין הכרוך בתביעת הגירושין, לרבות מזונות לאשה ולילדי הזוג.

שיפוט בעניני מזונות

4. הגישה אשה יהודיה לבית דין רבני תביעת מזונות, שלא אגב גירושין, נגד אישה היהודי או נגד עזבונו, לא תישמע טענת הנתבע שאין לבית דין רבני שיפוט בענין.

סמכות מבחינה בין לאומית בתביעה לגירושין (תיקון התשס"ה)

- א4. (א) מבלי לגרוע מסמכויות השיפוט לפי סעיף 1, לבית דין רבני יהיה שיפוט יחודי בתביעה לגירושין בין בני זוג יהודים שנישאו על פי דין תורה, בהתקיים אחת מהזיקות הבאות -
- (1) מקום מושבו של הנתבע בישראל;
 - (2) שני בני הזוג הם אזרחים ישראלים;
 - (3) מקום מושבו של התובע בישראל, ובלבד שהתגורר בה במשך שנה לפחות בסמוך להגשת התביעה;
 - (4) מקום מושבו של התובע בישראל, ובלבד שמקום מושבם המשותף האחרון של בני הזוג היה בישראל;
 - (5) התובע הוא אזרח ישראלי ומקום מושבו בישראל;
 - (6) התובע הוא אזרח ישראלי והתגורר בה במשך שנה במהלך השנתיים שקדמו למועד הגשת התביעה.
- (ב) הוגשה לבית דין רבני תביעה לפי סעיף קטן (א) -
- (1) לא יהיה בכך כדי למנוע מבית משפט מוסמך במדינת חוץ לדון בתביעה לגירושין אזרחיים בין בני הזוג;
 - (2) הוגשה תביעה לגירושין אזרחיים בין בני הזוג לבית משפט מוסמך במדינת חוץ בטרם ניתן גט פיטורין, לא יהיה בית הדין הרבני מוסמך לדון ולהכריע בגירושין האזרחיים.
- (ג) היו בני זוג יהודים שנישאו על פי דין תורה, גרושים לפי דין של מדינת חוץ, יהיה בית הדין מוסמך לדון בתביעה לגירושין כדין תורה או בתביעה להסרת מניעה להינשא כדין תורה, אף אם התובע בלבד הוא אזרח ישראלי.
- (ד) לבית דין רבני יהיה שיפוט יחודי בתביעה לגירושין בין בני זוג יהודים שנישאו על פי דין תורה אם התובע הוא אזרח ישראלי הנמצא בישראל במועד הגשת התביעה, ובמועד זה במקום מושבם האחרון של בני הזוג, לא ניתן לערוך גירושין על פי כל דין.
- (ה) אין בהוראות סעיף זה כדי להקנות לבית הדין הרבני סמכות שיפוט בענינים הכרוכים בגירושין.
- (ו) לענין סעיף זה, "מקום מושב", של אדם - המקום שבו נמצא מרכז חייו או מקום מגוריו הרגיל.

סדרי דין בענין נתבע שהוא תושב חוץ (תיקון התשס"ה)

4ב. הוגשה לבית דין רבני תביעה לפי סעיף 4א כנגד נתבע שמקום מושבו אינו בישראל, וקבע בית הדין כי התקיימו תנאי הסמכות שלפי אותו סעיף, יחולו הוראות אלה:

- (1) בית הדין יהיה רשאי לפסוק בתביעה רק לאחר שכתב התביעה הומצא לנתבע בצירוף הזמנה והעתק מאושר של ההחלטה בענין סמכותו של בית הדין;
- (2) פסק בית הדין בתביעה לטובת התובע בהעדר התייצבות מטעם הנתבע, רשאי הנתבע להגיש לבית הדין בקשה לעיון חוזר בתביעה בתוך מועד שייקבע בתקנות;
- (3) נתן בית הדין פסק דין של גירושין כנגד הנתבע והנתבע לא קיים את פסק הדין, יהיו לבית הדין הסמכויות הנתונות לו על פי כל דין לשם קיום פסק הדין, ובלבד שאם פסק הדין ניתן בהעדר התייצבות מטעם הנתבע, לא ינקטו אמצעים לפי חוק בתי דין רבניים (קיום פסקי דין של גירושין), התשנ"ה-1995 (בפסקה זו - החוק), אלא לאחר שהתובע המציא לנתבע עותק מאושר של פסק הדין, הודעה על כך שהנתבע רשאי להגיש בקשה לעיון חוזר בתביעת הגירושין והתראה על נקיטת אמצעים לפי החוק, בנוסח שנקבע בתקנות;
- (4) המצאת מסמך אל מחוץ לישראל לפי סעיף זה תיעשה בצירוף תרגום של המסמך לשפה רשמית במקום מושבו של הנתבע, כשהוא מאושר על ידי נוטריון.

חוות דעת הלכתית בענין גט פיטורין או היתר נישואין במדינת חוץ (תיקון התשס"ה)

4ג. מבלי לגרוע מהוראות סעיף 9, התקבלה בבית דין רבני פניה לקבל חוות דעת הלכתית בענין הסדרת גט פיטורין בין בני זוג יהודים הנשואים כדין תורה שאינם נתונים לשיפוטו היחודי של בית הדין, או בענין היתר נישואין, רשאי נשיא בית הדין הרבני הגדול למנות הרכב של דיין אחד או יותר לשם מתן חוות הדעת.

שיפוט בעניני חליצה

5. תבעה אשה מיבמה בבית דין רבני מתן חליצה, יהא לבית הדין הרבני שיפוט יחודי בענין התביעה, לרבות מזונות לאשה עד יום מתן החליצה.

כפיה למתן גט ולקבלתו

6. ציווה בית דין רבני בפסק-דין סופי לכפות איש לתת גט פיטורין לאשתו או לכפות אשה לקבל גט פיטורין מאישה, רשאי בית משפט מחוזי, כתום ששים ימים מיום מתן הצו, לפי בקשת היועץ המשפטי לממשלה, לכפות במאסר לציית לצו.

כפיה למתן חליצה

7. ציווה בית דין רבני בפסק דין סופי לכפות איש לתת חליצה לאלמנת אחיו, רשאי בית משפט מחוזי, כתום שלושה חדשים מיום מתן הצו, לפי בקשת היועץ המשפטי לממשלה, לכפות במאסר לציית לצו.

סופיות של פסק דין

8. לצורך הסעיפים 6 ו-7 יראו פסק דין כסופי כשאינו עוד ערעור עליו.

שיפוט על פי הסכמה

9. בעניני המעמד האישי של יהודים כמפורט בסעיף 51 ל"דבר המלך במועצתו על ארץ-ישראל 1922-1947" או בפקודת הירושה, אשר בהם אין לבית רבני שיפוט יחודי לפי חוק זה, יהא לבית דין רבני שיפוט לאחר שכל הצדדים הנוגעים בדבר הביעו הסכמתם לכך.

תקפם של פסקי דין

10. פסק דין שניתן, אחרי הקמת המדינה ולפני תחילת תקפו של חוק זה, על ידי בית דין רבני לאחר דיון במעמד בעלי הדין, ושהיה ניתן כדין אילו אותה שעה היה חוק זה בתוקף, רואים אותו כאילו ניתן כדין.

ביצוע ותקנות (תיקון התשס"ד)

11. שר המשפטים ממונה על ביצוע חוק זה והוא רשאי, בהסכמת נשיא בית הדין הרבני הגדול ובאישור ועדת החוקה חוק ומשפט של הכנסת, להתקין תקנות לביצועו.

משה שרת	משה שפירא	
שר החוץ	שר הדתות	
ממלא מקום ראש הממשלה		
יצחק בן-צבי		
נשיא המדינה		

1. ס"ח 134, התשי"ג (4.9.1953), עמ' 165.

תיקונים: ס"ח 1507, התשנ"ה (2.3.1995), עמ' 140.

ס"ח 1924, התשס"ד (9.2.2004), עמ' 298;

ס"ח 2025, התשס"ה (10.8.2005), עמ' 945.